

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47
CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1317 - 23 juin 1988 - 2 F

D 1317 HONDURAS: CRISE DANS LA "CONTRA"

Ajournées à plusieurs reprises (cf. DIAL D 1308), les négociations ont repris le 7 juin entre le gouvernement nicaraguayen et l'opposition armée de la "Résistance nicaraguayenne". Celle-ci est en crise grave et en voie d'éclatement, comme l'explique le document ci-dessous tiré de la revue costaricaine *Centroamérica Hoy* du 15 mai 1988. Des milliers de "contras" ont quitté le Nicaragua pour retourner au Honduras, afin de pouvoir bénéficier de l'aide humanitaire attribuée par les Etats-Unis.

Note DIAL

CRISE DANS LA "CONTRA"

L'affrontement au sein de la "contra" entre ceux qui soutiennent Enrique Bermúdez, ancien colonel de la Garde nationale de Somoza et responsable de la Résistance nationale, et ceux qui demandent sa démission est venu ajouter aux difficultés des négociations pour une recherche rapide de la paix au Nicaragua.

La crise de la Résistance nationale a éclaté avec l'ouverture des négociations entre les insurgés et le gouvernement nicaraguayen en vue d'un cessez-le-feu définitif. Mais des observateurs affirment que les divergences existaient depuis de longs mois. La trêve signée entre les sandinistes et les "contras" le 23 mars à Sapoá a été le premier motif de l'affrontement entre Bermúdez et Calero, un tandem qui avait fait son unité sur les objectifs du combat contre le gouvernement nicaraguayen. Calero, aujourd'hui soutenu par quarante-neuf commandants qui réclament la démission de leur chef militaire, est l'un de ceux qui, dans les rangs de la "contra" sont les plus enclins à arriver à un accord avec Managua pour pouvoir participer à la vie politique du pays.

Le groupe d'officiers antisandinistes favorables aux négociations accusent Bermúdez d'avoir un comportement dictatorial, d'être inapte à la conduite de la guerre et de manipuler frauduleusement les fonds attribués par les Etats-Unis. Dans un communiqué remis à la presse hondurienne, huit commandants reprochent à Bermúdez et à un groupe d'officiers de la "contra" leur passé somoziste et assurent que leur chef militaire "n'a jamais été sur le terrain du combat". Ils ajoutent que Bermúdez et son groupe cherchent "à implanter au Nicaragua un régime d'oppression semblable à celui de Somoza" tombé en juillet 1979. Les dissidents, qui déclarent contrôler 80% des troupes, rejettent l'autorité de Bermúdez ainsi que des commandants José Benito Bravo ("Mack"), Armando López ("L 26"), Manuel Rugama ("Aureliano"), Juan Ramón Rivas ("Quiché"), Donald Torres ("Toro"), Juan Gómez, Ernesto Matamoros ("Dr Tomás") et Rodolfo Ampí ("Invisible"), tous accusés d'avoir appartenu à la Garde nationale.

Parmi les commandants qui se sont rebellés contre Bermúdez il y a Diógenes Hernández ("Fernando") et Walter Calderón ("Toño"), lesquels ont participé aux premières négociations avec les autorités du Nicaragua à Sapoá, du 21 au 23 mars, mais ont été exclus des deux rencontres suivantes à Managua. "Toño" et les autres dirigeants ont été expulsés du Honduras, le 5 mai, vers Miami aux Etats-Unis; la rumeur veut que

cette décision du gouvernement hondurien ait été prise sur demande de Bermúdez. Le chef militaire de la "contra" a démenti à Washington cette version. "J'ignore ce qu'ils ont pu faire pour être arrêtés par les autorités honduriennes" a-t-il déclaré, après avoir précisé que les commandants dissidents n'avaient pas été expulsés de l'organisation et qu'ils "seraient les bienvenus s'ils revenaient".

"Fernando", qui avait réussi à échapper aux autorités honduriennes pour éviter l'expulsion vers Miami, a été arrêté plus tard à Tegucigalpa et a eu le même sort que ses compagnons opposés à Bermúdez. Il se trouve aux Etats-Unis.

Cette crise, élément supplémentaire du blocage des négociations pour un cessez-le-feu définitif, a été cause d'inquiétude pour le gouvernement hondurien qui voit grandir sur son territoire une querelle entre factions de la "contra", mais sans autonomie suffisante pour y faire face. Ses craintes semblent tout à fait fondées. Des groupes de la Résistance nationale se sont affrontés à coups de feu le 8 mai à Yamales, dans le département d'El Paraíso, à l'est du Honduras, affrontement qui s'est soldé par deux blessés, d'après le journal "El Heraldo" de Tegucigalpa. Le heurt s'est produit quand 200 éléments fidèles à "Quiché" ont tendu une embuscade à un véhicule de la "contra" aux ordres de "Fernando".

La presse hondurienne a déclaré que 4.000 à 10.000 membres de la Résistance nationale, qui se trouvaient dans les montagnes du Nicaragua, ont franchi la frontière pour pénétrer au Honduras. En raison de la crise interne à la "contra", ils sont à l'abandon dans leurs bases.

Un porte-parole de l'armée hondurienne a assuré que celle-ci protégera la population civile de la région frontalière avec le Nicaragua. Il a reconnu que quelque 1000 "contras" étaient entrés au Honduras ces derniers jours, dans la région de Yamales, pour bénéficier d'une aide humanitaire.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 330 F - Etranger 390 F - Avion 460 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441